



Coopération Sud-Sud pour le développement

Distr. générale
21 mars 2016
Français
Original : anglais

Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud

Dix-neuvième session

New York, 16-19 mai 2016

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Examen des progrès accomplis dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires, de la stratégie relative à la nouvelle orientation de la coopération Sud-Sud et du document final de Nairobi issu de la Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud

Résumé

Le présent rapport passe en revue les progrès de la coopération Sud-Sud accomplis en 2014-2015 dans le cadre de l'application du Plan d'action de Buenos Aires de 1978, de la stratégie relative à la nouvelle orientation de la coopération Sud-Sud de 1995 et du document final de Nairobi adopté lors de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud de 2009. Il examine les principales initiatives et réussites des pays en développement, le soutien apporté à la coopération Sud-Sud par les pays développés via la coopération triangulaire ainsi que le rôle des organismes des Nations Unies, de la société civile et du secteur privé.

* SSC/19/L.2.



I. Introduction

1. La coopération Sud-Sud a nettement influencé l'aide au développement, le commerce et l'investissement, le développement des infrastructures et les transferts de fonds au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, en dépit du ralentissement de la croissance économique des principaux marchés émergents. Selon les estimations les plus récentes, la coopération Sud-Sud pour le développement se monte à 20 milliards de dollars par an (voir A/70/311, par. 9). Ce montant ne rend pas compte de l'importance des négociations collectives et des activités de partage de connaissances Sud-Sud, qui ont été au cœur de trois initiatives importantes relatives à la définition des politiques pendant la période à l'examen : élaborer un programme mondial sur 15 ans pour le développement durable, établir les modalités de financement correspondantes et s'entendre sur la façon de limiter le réchauffement atmosphérique qui contribue aux changements climatiques. Différentes parties prenantes y ont participé, du niveau sous-régional au niveau mondial, et ont ainsi jeté les fondements de plusieurs accords internationaux connexes. Le premier encadrera l'action que les pays mèneront jusqu'en 2030 pour atteindre les 17 grands objectifs de développement et les 169 cibles correspondantes, le deuxième décrit le mode de financement de ce programme, et le troisième vise à restreindre au minimum l'incidence nette sur l'atmosphère.

2. D'autres mécanismes de coopération Sud-Sud ont façonné les réponses apportées par les pays en développement à différentes questions dont le manque d'infrastructures, l'accès à des médicaments d'un coût abordable, les menaces régionales pesant sur la paix et la sécurité, les questions liées au commerce et à l'investissement et les difficultés que pose la création d'une société mondiale de l'information. Dans l'ensemble, la coopération Sud-Sud a mobilisé plusieurs pays et 10 sous-groupes au sein du Groupe des 77 tout en laissant de la place au choix souverain. Les résultats obtenus sont impressionnants. En Afrique, l'émergence de modèles de croissance stimulés par la consommation intérieure et les réformes structurelles donne lieu à des échanges commerciaux et à des flux d'investissement intrarégionaux sans précédent. En Asie, la croissance demeure stable dans la majorité des pays et, malgré le ralentissement de la croissance chinoise, des initiatives importantes concernant les structures et les infrastructures créent de vastes possibilités dans la région. En Amérique latine, une décennie de croissance rapide a créé une classe moyenne qui, pour la première fois dans l'histoire de la région, dépasse en nombre la classe pauvre¹. Ces réussites sont le fruit de la coopération Sud-Sud qui a bénéficié d'un appui croissant des pays développés, des organismes des Nations Unies, de la société civile et du secteur privé.

3. Tout ce qui précède découle directement ou indirectement de l'application du Plan d'action de Buenos Aires de 1978 pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement tel que redéfini dans la stratégie relative à la nouvelle orientation de 1995 puis dans le document final de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud tenue en 2009 à Nairobi.

¹ Louise J. Cord, Leonardo Lucchetti et Carlos Rodriguez-Castelan, *Shifting gears to accelerate shared prosperity in Latin America and Caribbean* (Washington, Banque mondiale, 2013).

4. Le présent rapport donne des exemples illustrant les grandes étapes de l'évolution de la coopération Sud-Sud ainsi que les progrès accomplis dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires, de la stratégie relative à la nouvelle orientation et du document final de Nairobi, sans prétendre à l'exhaustivité. Bien que des progrès considérables aient déjà été réalisés, il est possible d'accroître encore la contribution de la coopération Sud-Sud, en particulier dans le contexte du nouveau programme de développement durable, porteur de changement. Le quarantième anniversaire de la Conférence de Buenos Aires en 2018 pourrait donc être l'occasion, pour la communauté internationale, de faire le point sur ce qui a été accompli et de décider de la meilleure façon d'exploiter les possibilités liées à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

II. Contexte et tendances au niveau mondial

5. En 2011, les échanges Sud-Sud représentaient près d'un quart du commerce mondial, soit pratiquement l'équivalent des échanges Nord-Nord, alors que dix ans auparavant ils n'en représentaient qu'un cinquième. Depuis, ils stagnent à 5 000 milliards de dollars tandis que les échanges Nord-Sud ont atteint 40 % du commerce mondial en 2013 (voir A/70/277, par. 3), tous les pays n'en ayant pas profité de la même manière. La part des 48 pays les moins avancés dans les exportations mondiales a augmenté de 0,5 % à 1,1 % sur la même période, une hausse historique². Même si le ralentissement de la demande de matières premières en Chine a eu des répercussions sur tous les marchés émergents, certains secteurs ont obtenu de bons résultats. La valeur des exportations de services commerciaux dans le monde a doublé au cours des dix dernières années, en grande partie grâce à l'Asie et à l'Amérique latine : en 2014, elle a enregistré le niveau record de 4 900 milliards de dollars (ibid., par. 4).

6. Pendant que les investissements directs étrangers dans tout le Sud atteignaient un nouveau sommet de 741 milliards de dollars en 2015³ et que les pays en développement d'Asie restaient les principaux destinataires (plus de 500 milliards de dollars), les marchés émergents ont battu un record en attirant 36 % des sorties d'investissement en 2014, contre 12 % en 2007 (voir A/70/311, par. 11). Plus de la moitié des investissements directs étrangers des pays en développement en 2013-2014 étaient des prises de participation, généralement dans de nouvelles capacités de production⁴, et ont contribué à intensifier les relations économiques Sud-Sud. Ces données incluent les acquisitions d'actifs d'entreprises multinationales de pays développés implantées dans le Sud par des sociétés des pays en développement, qui ont ainsi investi près de 500 milliards de dollars à l'étranger en 2014 soit 30 % de plus que l'année précédente⁴.

7. Les sociétés chinoises, émiriennes et indiennes figurent toujours parmi les investisseurs importants en Afrique. La progression de ces investisseurs du Sud est l'un des nouveaux éléments expliquant les flux d'investissements directs étrangers en Afrique ces dernières années⁴. S'agissant des flux annuels, en 2013-2014, les

² Organisation mondiale du commerce (OMC), *Statistiques du commerce international 2015* (Genève, 2015).

³ CNUCED, *Global Investment Trends Monitor*, n° 22 (20 janvier 2016).

⁴ *Rapport sur l'investissement dans le monde 2015 : Réformer la gouvernance de l'investissement international* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.15.II.D.5).

investissements directs de la Chine en Afrique auraient représenté 4,4 % du total⁴. Parallèlement, l'Afrique du Sud, la Chine et l'Inde investissent de plus en plus en Afrique dans de nouvelles capacités de production dans les secteurs de l'industrie manufacturière et des services afin de répondre à la hausse de la demande intérieure provenant de la classe moyenne en plein essor. Les investissements directs de la Chine en Afrique montrent aussi que des sociétés manufacturières cherchent à relocaliser leur production dans des pays où les salaires sont inférieurs.

8. La coopération Sud-Sud est largement financée par les ressources des pays en développement (conformément aux recommandations du Plan d'action de Buenos Aires) et plusieurs mécanismes renforcent les échanges financiers Sud-Sud, notamment les échanges de devises⁵ et les nouvelles banques⁶. Depuis 2013, des arrangements en matière d'échanges de devises ont été conclus entre la Chine et le Brésil (190 milliards de yuan/60 milliards de reais), la République de Corée et la Malaisie (5 000 milliards de won/15 milliards de ringgit), la République de Corée et les Émirats arabes unis (5 800 milliards de won/20 milliards de dirhams) et la République de Corée et l'Indonésie (10 700 milliards de won/115 000 milliards de rupiah)⁶. Le montant initial de 120 milliards de dollars traité par les pays participant à l'Initiative de Chiang Mai (Chine, Japon et République de Corée) créée par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) après la crise financière asiatique de 1997 a maintenant doublé. L'Inde a recensé 23 partenaires potentiels pour des échanges de devises⁶. Les nouvelles banques sont abordées ultérieurement dans le rapport.

9. Les transferts de fonds des migrants continuent à distancer l'aide publique au développement (sauf dans les pays les moins avancés où elle représente 38 % des financements externes, voir A/70/277, encadré 1). Ces transferts étaient estimés à 436 milliards de dollars en 2014 et devraient dépasser les 440 milliards de dollars en 2015⁷. La migration Sud-Sud représentait 37 % du nombre total de migrants dans le monde, soit davantage que la migration Sud-Nord (35 %), et les transferts correspondants constituaient 34 % du total⁷. Au Sud, la région Asie-Pacifique est en tête avec 218 milliards de dollars de transferts (auxquels s'ajoutent des recettes de 4 000 milliards de dollars et 6 000 milliards de dollars d'épargne privée). L'Inde, la Chine et les Philippines en sont les principaux destinataires. Les transferts vers l'Afrique ont été multipliés par six depuis 2000 et le flux actuel, qui dépasse 60 milliards de dollars, devrait atteindre 200 milliards de dollars dans les dix prochaines années⁸.

10. L'amélioration rapide de la desserte numérique dans les pays et entre eux, qui résulte de la généralisation des réseaux sans fil, est une tendance mondiale bénéfique pour la coopération Sud-Sud. En 2015, les pays en développement réunissaient la majorité des 7,1 milliards d'abonnements de téléphone portable enregistrés dans le monde et deux tiers des 3,2 milliards de connexions Internet à

⁵ Les échanges de devises sont des accords passés entre pays pour protéger leur système financier des déséquilibres et des chocs extérieurs en mettant en commun leurs propres devises aux fins des échanges commerciaux et des investissements.

⁶ Sachin Chaturvedi, « Growing dynamism in South-South cooperation », *Coopération pour le développement 2014 : Mobiliser les ressources au service du développement durable* (Éditions OCDE, Paris, 2014).

⁷ Banque mondiale, *Migration and Development Brief No. 24* (avril 2015).

⁸ Abdalla Hamdok, éd., *Innovative Financing for the Economic Transformation of Africa* (Addis-Abeba, Commission économique pour l'Afrique (CEA), 2015), p. 27.

haut débit⁹. En 2014, les 193 États Membres de l'ONU avaient des sites Web nationaux : 101 d'entre eux donnaient la possibilité aux citoyens d'ouvrir un compte personnel en ligne, 73 de déclarer leurs impôts sur le revenu et 60 d'enregistrer une entreprise¹⁰. Ces données montrent qu'une révolution numérique de grande ampleur a ouvert la voie à des échanges Sud-Sud jusqu'alors inimaginables.

11. Les sorties de capitaux illicites des pays en développement constituent une tendance mondiale nuisant à la coopération Sud-Sud. L'ONG Global Financial Integrity¹¹ a estimé qu'en 2013 (derniers chiffres disponibles), les pays en développement ont perdu 1 100 milliards de dollars à cause des transferts illicites résultant principalement de la manipulation des prix, de l'évasion fiscale et de la criminalité organisée. Ces pertes représentent environ 1,3 fois le montant total des investissements directs étrangers (858 milliards de dollars) et 11,1 fois le montant de l'aide publique au développement en 2013 (99,3 milliards de dollars). Un rapport publié en 2015 par Global Financial Integrity indique qu'au total, les sorties de capitaux illicites des pays en développement entre 2004 et 2013 ont atteint 7 800 milliards de dollars. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), ils ont coûté 154 milliards de dollars à l'Amérique latine en 2012 : ce montant dépasse les investissements directs étrangers (129 milliards de dollars) et représente plus du double du montant des transferts (63 milliards de dollars) et dix fois le montant de l'aide publique au développement dans la région (10 milliards de dollars) (voir E/2015/15, par. 18). En raison des transferts illicites, l'Afrique est un créancier net du reste du monde chaque année depuis 1983. Ces transferts financent des activités criminelles extrêmement variées qui entravent ou bloquent la coopération Sud-Sud. Pour lutter contre ce phénomène, les pays en développement ont demandé instamment une plus grande transparence en matière de fiscalité et des restrictions sur les sociétés écrans détenues anonymement¹².

III. Pays en développement

A. Afrique

12. Les partenariats Sud-Sud ou triangulaires contribuent au renforcement du commerce, de l'investissement, du développement des infrastructures, de l'industrialisation et de la productivité agricole en Afrique. Le continent compte quelque 15 % de la population mondiale, mais il ne représente qu'un peu plus de 3 % des échanges commerciaux mondiaux. Au cours des dix dernières années, ces

⁹ En 2014, le Programme Connect 2020 pour le développement des télécommunications/ technologies de l'information et de la communication dans le monde adopté lors de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications tenue du 20 octobre au 7 novembre 2014 à Busan a fixé un objectif minimal de 50 % d'accès à Internet à domicile pour les pays en développement (15 % pour les pays les moins avancés).

¹⁰ Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 2016 : Les dividendes du numérique* (Washington, 2016).

¹¹ Global Financial Integrity est une autorité reconnue au niveau international en matière de flux financiers illicites et a été citée par le G20, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Groupe d'action financière, l'ONU et des organisations intergouvernementales régionales. Ses analyses s'appuient sur les données publiées par la Banque mondiale et d'autres sources officielles.

¹² Les pays de la région Asie-Pacifique ont demandé la création d'un forum fiscal régional. Les États-Unis et l'Inde étudient la mise en place de restrictions contre les sociétés écrans.

échanges ont en grande partie été réorientés vers des partenaires du Sud. Le Brésil, la Chine et l'Inde représentent aujourd'hui un quart des exportations totales de l'Afrique, contre un peu plus de 10 % en 2005. L'Union européenne demeure le principal marché d'exportation de l'Afrique. La Chine occupe maintenant une place plus importante que les États-Unis dans les exportations africaines, l'Inde prend la quatrième place et le Brésil la sixième. Ces trois marchés émergents représentent également près de 22 % des importations africaines (501 milliards de dollars), contre 13 % en 2005. La baisse du coût des matières premières a entraîné une chute de 3 % des exportations africaines en 2014 et ralenti la progression du produit intérieur brut (PIB) de la région qui est tombé de 5 % en 2013 à 4,3 % en 2014 (voir A/70/278, par. 5).

13. Alors que les trois quarts des marchandises exportées par l'Afrique dans le reste du monde sont toujours des produits primaires (voir E/ECA/CRCI/9/4), par. 1), le commerce intrarégional a progressé de 11 % chaque année entre 1999 et 2013, dépassant de loin la croissance du PIB, qui s'établit à 4,4 %. Les produits manufacturés et les biens intermédiaires représentaient 35,5 % du commerce intra-africain en 2014, contre 33,8 % en 2010. Le tourisme et les services financiers sont les principaux facteurs de croissance². Les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce qui étaient en place dans les groupements sous-régionaux africains ont disparu et les exportations intra-africaines ont progressé de 50 % entre 2010 et 2013, puis de 11,5 % en 2013 pour atteindre 61,4 milliards de dollars. Toutefois, cette croissance rapide a principalement été enregistrée dans les sous-régions. Selon la Banque africaine de développement, la part des exportations entre les sous-régions de l'Afrique n'a que légèrement augmenté entre 2012 et 2013, passant de 11,3 à 12,8 %¹³.

14. Entre 2007 et 2013, l'Afrique du Sud a été le principal investisseur sur le reste du continent, sa part ayant progressé chaque année de 44,2 %. Le Nigéria figure aussi parmi les grands investisseurs dans le reste de l'Afrique, en particulier dans le secteur financier. En 2014, les flux intra-africains ont compté parmi les principales sources d'investissements étrangers pour les pays à revenu faible ou intermédiaire, comme le Burundi (79 %), la Namibie (42 %), l'Ouganda (45 %), le Rwanda (62 %) et le Soudan du Sud (64 %). Les marchés de consommateurs en plein essor ainsi que l'amélioration des conditions de l'activité économique et de la desserte numérique ont stimulé les investissements intra-africains dans des domaines tels que les services financiers, les télécommunications, le ciment, le commerce alimentaire de détail et l'énergie¹³.

15. En janvier 2014, l'Union africaine a adopté l'Agenda 2063, un programme pour les 50 années à venir que le Sommet de l'Union africaine l'avait chargée d'établir pour marquer le cinquantenaire de l'Organisation de l'unité africaine/Union africaine. Ce plan définit plusieurs projets phares, dont l'introduction d'un passeport africain, l'aspiration à réduire au silence les armes d'ici 2020 et un réseau ferré à grande vitesse. Le premier plan d'action décennal de l'Agenda 2063 a été adopté en 2015. L'état des lieux réalisé lors du cinquantenaire a mis en évidence une autre réussite importante de l'Organisation de l'unité

¹³ Banque africaine de développement, OCDE et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Perspectives économiques en Afrique, 2015 – Développement territorial et inclusion spatiale* (Éditions OCDE, 2015).

africaine/Union africaine : 387 millions d'Africains subsahariens vivaient dans une démocratie en 2013 contre 2,5 millions en 1970.

16. Les négociations concernant une zone de libre-échange sur le continent africain ont débuté en juin 2015 et visent à conclure un accord d'ici à la fin de 2017. Plusieurs initiatives sous-régionales menées en 2015 permettront d'y parvenir. La plus importante est un accord concernant la Zone de libre-échange tripartite établie entre le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Un autre élément important est le tarif extérieur commun mis en place par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) le 1^{er} janvier 2015. Parallèlement, les membres de l'Union du Maghreb arabe ont signé trois des quatre protocoles nécessaires à la création de leur propre zone de libre-échange.

17. Suite à l'adoption du Programme 2030, la Commission économique pour l'Afrique a été chargée de mener des consultations régionales afin de créer un lieu d'échange sur le développement durable et d'en établir les modalités de travail. Au cours des deux dernières années, des activités ont aussi été menées pour redynamiser les travaux concernant le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et le Programme de développement des infrastructures en Afrique. Le premier, instauré à Maputo en 2003, est un cadre de politique générale pour la transformation de l'agriculture dont le dixième anniversaire a été célébré au Sommet de l'Union africaine tenu à Malabo en 2014 par la décision d'éliminer la faim en Afrique d'ici 2025. Pour ce faire, 10 % des budgets nationaux seront affectés au développement de l'agriculture, et le cadre de résultats du Programme permettra de suivre les progrès accomplis pour atteindre des objectifs tels que la diminution de moitié des pertes après récolte ainsi que l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience.

18. En Afrique orientale et en Afrique australe, il est envisagé de créer un couloir Nord-Sud qui relierait les trois organisations de la Zone de libre-échange tripartite COMESA-CAE-SADC. Les autres projets de développement territorial comprennent le couloir de développement de Maputo et le couloir Nord-Sud de 8 000 kilomètres à travers l'Afrique, qui reliera Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) à Durban (Afrique du Sud), le plus grand port du continent. La coopération Sud-Sud jette les bases de l'inclusion territoriale et tisse des liens qui permettront de construire le marché commun africain.

19. Ce qui précède laisse à penser que la coopération Sud-Sud contribue à une plus grande intégration de l'Afrique, comme le prévoient les objectifs fixés par l'Union africaine et le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

B. Asie-Pacifique

20. La promotion coordonnée des échanges commerciaux, l'amélioration de l'intégration régionale et le développement des infrastructures sont des volets de la coopération Sud-Sud en Asie et dans le Pacifique pour la période considérée. Dans une région où les échanges Sud-Sud représentent 54 % des exportations de marchandises et 53 % des importations, contre 27 % et 34 % respectivement il y a

15 ans, la participation sous-régionale varie énormément¹⁴. C'est en Asie du Sud (6 %), en Asie centrale (7 %) et dans les îles du Pacifique (7 %) qu'elle est la plus faible. Dans ces sous-régions, le commerce avec le reste de l'Asie est bien plus important, en particulier dans la région pacifique (63 %)¹⁴. En Asie centrale et en Asie du Sud, un tiers des échanges sont organisés avec d'autres pays d'Asie, et cette part devrait progresser grâce à la promotion coordonnée. Dans les sous-régions, les principaux partenaires commerciaux de l'Asie sont les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est plus la Chine, le Japon et la République de Corée (45 %). Les échanges entre l'ASEAN et le reste de l'Asie représentent 44 % du total mais entre ses membres, le pourcentage est longtemps resté inférieur à 25 %¹⁴.

21. L'amélioration de l'intégration régionale en Asie a compté deux grandes étapes : la proclamation, en décembre 2015, de la Communauté économique de l'ASEAN, qui réunit 10 membres, et la création d'un secrétariat permanent pour l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle, qui comprend sept membres¹⁵. Dans la mesure où l'Initiative comprend des membres de l'ASEAN et de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, elle crée un lien structurel entre deux groupes dont la complémentarité pourrait offrir de très grandes possibilités. La nomination d'un secrétaire général pour l'Initiative du golfe du Bengale en 2015 a suscité l'espoir d'un développement régional accéléré; une centaine de projets ont été recensés pour que les pays désignés s'y intéressent en priorité. Parallèlement, l'Inde a conclu un accord sans précédent sur le pétrole avec les Émirats arabes unis et continue de s'employer à mettre en place une zone de libre-échange avec le Conseil de coopération du Golfe. Les discussions entamées par la Chine concernant un méga-accord commercial régional, le Partenariat économique global régional des pays de la région Asie-Pacifique, se poursuivent à l'échelle du continent asiatique.

22. Au cours de la période considérée, de nombreuses initiatives de coopération Sud-Sud ont été menées en Asie pour développer les infrastructures, et elles ont atteint divers degrés de préparation et de mise en œuvre. Il s'agit, entre autres, de l'autoroute entre Almaty et Bichkek (Asie centrale) partiellement financée par la Banque asiatique de développement, du projet de réseau électrique entre le Bangladesh et l'Inde financé par les deux gouvernements, du projet de gazoduc entre le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde, du Fonds pour l'infrastructure en Asie (500 millions de dollars) et du fonds pour l'infrastructure de la Route de la soie (40 milliards de dollars), en Chine. Entre 2010 et 2020, il faudra environ 8 220 milliards de dollars pour combler le manque d'infrastructures de la région Asie-Pacifique dans les domaines de l'énergie, des transports, des télécommunications, de l'eau et de l'assainissement. « Au cours de la même période, quelque 320 milliards de dollars seront nécessaires pour mener à bien plus de 1 200 projets régionaux concernant les infrastructures. »¹⁴ En Afghanistan et dans certaines parties de l'Asie de l'Ouest, les travaux de remise en état après des années de conflit armé pèseront lourdement sur les budgets. Des membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) ont demandé une étude de faisabilité concernant la création d'une banque arabe pour la reconstruction et le développement afin de couvrir un déficit de financement de 3 600 milliards de dollars pour la période 2015-2030 (voir E/2015/15, par. 25).

¹⁴ Banque asiatique de développement, *Asian Economic Integration Monitor: November 2014* (Mandaluyong, Philippines, 2014).

¹⁵ Bangladesh, Bhoutan, Inde, Myanmar, Népal, Sri Lanka et Thaïlande.

23. Alors que les effroyables récits des épreuves des réfugiés syriens et africains dominent l'actualité, l'histoire très encourageante des migrants de la région Asie-Pacifique est passée inaperçue du grand public. Sur les quelque 231,5 millions de migrants dans le monde en 2013, plus de 95 millions venaient de la région Asie-Pacifique et plus de 59 millions se trouvaient dans la région¹⁶. Les flux régionaux de migrants sont principalement un phénomène Sud-Sud et ils sont officiellement facilités et réglementés par les gouvernements mais gérés par des organismes privés qui ne sont pas suffisamment réglementés. Il est à noter que les préoccupations exprimées dans le cadre du Plan d'action de Buenos Aires concernant l'exode des talents et des compétences des pays en développement se font de plus en plus rares, l'expérience ayant montré que les migrants très compétents créent des liens solides et bénéfiques dans les pays d'origine comme dans les pays d'accueil¹⁷.

24. La réduction de la pauvreté et d'autres acquis économiques résultant de la coopération Sud-Sud dans la région Asie-Pacifique sont extrêmement utiles à d'autres régions dans le cadre du Programme 2030.

C. Amérique latine et Caraïbes

25. Alors que les échanges intrarégionaux diminuent, la contribution de la coopération Sud-Sud en Amérique latine et dans les Caraïbes est plus marquée s'agissant de l'amélioration de l'intégration régionale, du développement des infrastructures et de la coordination des politiques concernant le tourisme et la réduction des inégalités économiques. Des cycles de surchauffe des cours des matières premières¹⁸ ont fait chuter les exportations de la région entre 2013 et 2015, celles-ci ayant alors atteint un niveau inédit depuis la Grande Dépression¹⁹. Au premier semestre de 2015, le montant des échanges intrarégionaux en Amérique latine et dans les Caraïbes a diminué de près 20 %.

26. La Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes a tenu ses deuxième et troisième sommets en 2014 (à Cuba) et en 2015 (au Costa Rica). L'ordre du jour du sommet de 2014 portait sur le développement des ressources nationales de la région¹⁸. Parallèlement, l'Union des nations de l'Amérique du Sud, un processus d'intégration continentale lancé précédemment, a continué à avancer vers une communauté économique en bonne et due forme dotée d'une monnaie, d'un parlement et d'un passeport communs. En 2015, son groupe de travail sur l'intégration financière s'est intéressé notamment aux nouvelles sources de financement pour le développement des infrastructures et à un système de réserve régionale. Une troisième instance de haut niveau, le Sommet des Amériques, auquel participent aussi le Canada et les États-Unis, a tenu sa vingtième réunion annuelle au Panama, en présence de Cuba pour la première fois.

¹⁶ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) *et al.*, *The Asia-Pacific Migration Report 2015: Migrants' Contributions to Development* (2016).

¹⁷ Michael A. Clemens, *A case against taxes and quotas on high-skill emigration*, Working Paper n° 363 (Washington, Centre for Global Development, 2014).

¹⁸ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *Natural resources: status and trends towards a regional development agenda in Latin America and the Caribbean* (Santiago, Organisation des Nations Unies, 2013).

¹⁹ *Latin America and the Caribbean in the World Economy, The regional trade crisis: assessment and outlook* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.15.II.G.5).

27. Il est question également d'une proposition officielle de la Chine concernant la création d'une ligne de chemin de fer transcontinentale reliant la côte pacifique du Pérou à la côte atlantique du Brésil. Par ailleurs, la mise en œuvre du vaste projet²⁰ visant à relier les autoroutes, les voies navigables, les réseaux électriques et les télécommunications sur tout le continent se poursuit.

28. L'un des principaux thèmes mis en avant lors de la célébration du quarantième anniversaire de la Communauté des Caraïbes en 2013 était la nécessité de mieux tirer parti des avantages liés à la proximité de l'une des mers les plus fréquentées de la planète et de la plus grande économie mondiale. Une étape importante en ce sens a été l'annonce que la Chine a faite en 2015 au sujet de la construction d'un port de conteneurs en eaux profondes estimé à 1,5 milliard de dollars sur l'une des deux petites îles de la Jamaïque, qui pourrait accueillir des paquebots géants en provenance du canal de Panama récemment élargi. Une autoroute de 67 kilomètres financée par la Chine est actuellement en construction en Jamaïque : il est prévu d'implanter des hôtels et des ensembles résidentiels le long de cet axe.

29. La Chine a été l'un des principaux prêteurs de la région depuis 2010 et constitue le plus grand marché d'exportation du Brésil, première économie de la région. En 2013, l'Assemblée nationale du Nicaragua a accordé une concession de 50 ans à une société privée de Hong Kong qui doit construire et gérer une nouvelle voie navigable parallèle au canal de Panama.

30. Ces dernières années, l'Amérique latine est la seule région où l'écart entre les riches et les pauvres s'est réduit, même si elle avait les plus hauts niveaux d'égalité sociale du Sud¹. Cette réussite s'explique par une décennie de croissance économique rapide qui a fait chuter le chômage, ainsi que par la mise en place au Brésil de programmes sociaux innovants visant à apporter aux familles une aide financière et alimentaire. Le Brésil, le Chili et le Mexique ont montré la voie en utilisant la coopération Sud-Sud pour diffuser ces programmes et les politiques connexes à d'autres États d'Amérique latine. La région s'est donnée jusqu'à 2020 pour éradiquer la faim.

31. En dépit du ralentissement conjoncturel observé dans la région, l'économie des États d'Amérique centrale a continué de croître grâce au tourisme international (voir A/70/215). Dans le cadre du Système d'intégration de l'Amérique centrale, le nombre d'arrivées de touristes internationaux a doublé depuis 2000 et frôlé les 9 millions en 2013, et les recettes du tourisme ont triplé, atteignant près de 9 milliards de dollars. Le Secrétariat pour l'intégration touristique centraméricaine pilote le développement durable en mettant en place des programmes transversaux faisant la promotion de la diversité biologique, des activités culturelles et de la préservation du patrimoine. Une initiative régionale notable cherche à préserver le couloir de récifs coralliens mésoaméricain, un bien naturel, culturel et économique d'une valeur inestimable.

D. Coopération interrégionale

32. Les rencontres interrégionales au sommet visant à mettre au point des stratégies et des programmes d'action, à améliorer la coordination des politiques et à lancer des initiatives conjointes ont été la forme la plus évidente de coopération

²⁰ Initiative pour l'intégration de l'infrastructure régionale en Amérique du Sud.

Sud-Sud. La période examinée a été marquée par le soixantième anniversaire de la Conférence Asie-Afrique tenue à Bandung (Indonésie) en 1955 et le cinquantième anniversaire du Groupe des 77. À l'occasion des commémorations de Bandung, l'Indonésie a annoncé la création d'un centre Asie-Afrique permanent chargé d'élaborer des stratégies concernant ce qui est maintenant l'interaction la plus énergique entre deux continents. Parmi les grandes rencontres au sommet, on compte également le troisième Sommet triennal Amérique du Sud-pays arabes²¹, qui a réuni en novembre 2015 des représentants des régions d'origine et d'accueil de la plus grande diaspora du Moyen-Orient au monde, dont les échanges commerciaux ont bondi de 6 milliards à 33 milliards de dollars en dix ans. Les participants au troisième Sommet Amérique du Sud-Afrique, tenu en février 2013 (le prochain est prévu en 2016), ont demandé que des restrictions soient imposées aux paradis fiscaux et approuvé 27 projets conjoints dans divers domaines. Aux Sommets Chine-Amérique latine, Afrique-Chine et Inde-Afrique les plus récents, les participants ont établi des stratégies concernant des relations engageant plusieurs milliards de dollars. Au Sommet Chine-Amérique latine et Caraïbes de 2014, ils ont examiné les moyens de porter à 500 milliards de dollars la valeur annuelle des échanges commerciaux et dit que les investissements chinois en Amérique latine atteindraient 250 milliards de dollars dans dix ans. À la réunion Afrique-Chine, ils ont appelé l'attention sur une modification de la stratégie d'investissement afin de refléter le déclin de la demande chinoise concernant les matières premières africaines (à l'exception du bois d'œuvre²²) et sur une réorientation vers des prêts et des subventions d'une valeur totale de 60 milliards de dollars en faveur du développement des infrastructures, de la coopération technique et du renforcement des capacités. Au Sommet Inde-Afrique, ils ont planifié l'aide en faveur du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique pour la période 2016-2020 et prévu la poursuite de l'accroissement rapide (32 % ces dernières années²³) des échanges commerciaux dont la valeur était estimée à 90 milliards de dollars en 2015. En octobre 2015, 12 pays ont conclu le Partenariat transpacifique, pacte commercial interrégional.

33. Au cours de la période examinée, les processus Sud-Sud ont conduit les préparatifs de deux grandes conférences des Nations Unies : la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement²⁴ (septembre 2014) et la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral (novembre 2014). La première a vu l'adoption des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa); la seconde a débouché sur l'adoption du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024. Un troisième processus guidé par la coopération Sud-Sud conduira en mai 2016 à l'examen à mi-parcours²⁵ du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020.

²¹ Étaient présents 22 membres de la Ligue des États arabes et 12 membres de l'Union des nations de l'Amérique du Sud.

²² Selon le World Resources Institute, la Chine est à l'heure actuelle le principal importateur de bois d'œuvre africain.

²³ Confédération des industries indiennes et Organisation mondiale du commerce, « India Africa: South-South Trade and Investment for Development » (2013).

²⁴ Rapport de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (Apia (Samoa), 1^{er}-4 septembre 2014) (A/CONF.223/10).

²⁵ Résolution 69/231 de l'Assemblée générale.

34. Les cinq pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont créé la Nouvelle Banque de développement, devenue opérationnelle en 2015. Ils ont aussi pris des mesures pour éliminer, d'ici à 2020, les maladies tropicales négligées telles que la filariose, les maladies intestinales causées par des vers, l'onchocercose ou la schistosomiase, et d'autres maladies endémiques présentes dans environ 150 pays et qui affectent une personne sur six dans le monde.

35. Les cadres de collaboration interrégionaux sont devenus essentiels pour renforcer les échanges et les investissements Sud-Sud et les autres échanges concernés par la réalisation des objectifs de développement durable.

IV. Pays développés

36. La coopération triangulaire a permis aux partenaires du Nord et du Sud de faire face ensemble à des problèmes mondiaux tels que les migrations, la piraterie, le terrorisme et le trafic de drogues. Au cours de la période examinée, plusieurs dialogues et initiatives triangulaires de haut niveau ont aussi été lancés. Le quatrième Sommet UE-Afrique, tenu en avril 2014, a porté sur la relation stratégique unissant la région à l'Union européenne. Il a été suivi en novembre 2015 d'un sommet d'urgence, qui a vu la création d'un fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique, doté d'un budget de 1,8 milliards d'euros, afin de faire face à la fuite des réfugiés africains en Méditerranée. Le premier Sommet des dirigeants des États-Unis et de l'Afrique, tenu en août 2014, a porté sur les aspects socioéconomiques et militaires du développement, ces derniers englobant la formation, le renforcement des capacités de défense et les opérations de lutte contre les pirates, les forces terroristes et les trafiquants de drogue. Les Sommets ibéro-américains annuels des chefs d'État et de gouvernement tenus en 2014 et 2015 ont donné au Portugal et à l'Espagne l'occasion de poursuivre le dialogue sur les questions d'intérêt commun avec 19 États ibéro-américains.

37. Les problèmes persistants concernant la définition et les conditions de l'aide publique au développement traditionnelle établies par les donateurs ont conduit à une hausse de l'intérêt pour la coopération triangulaire, modalité encouragée par la première Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, qui s'est tenue au Japon en 1993 en réaction au brusque déclin de l'aide. Depuis, des sommets ont eu lieu tous les cinq ans, avec la participation de nombreux pays donateurs et d'organismes d'aide opérationnelle. En 2013, la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique a rassemblé 41 dirigeants africains et des représentants de grands pays donateurs et de 45 organismes internationaux. La prolifération d'initiatives de coopération triangulaires dans d'autres régions du Sud fait de plus en plus souvent l'objet d'analyses. En 2014, à la première Réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, le Mexique et l'Indonésie ont mené les débats sur la coopération Sud-Sud et triangulaire en matière de partage des connaissances. En 2015, le Programme ibéro-américain de renforcement de la coopération Sud-Sud a publié les premiers principes directeurs de la coopération triangulaire. Les efforts visant à définir la coopération triangulaire sont motivés par l'espoir que celle-ci gagnera en importance dans le programme de développement.

38. La coopération triangulaire se caractérise principalement par la prise en main de leur programme par les pays et l'accent mis sur les problèmes prioritaires relevés par les pays en développement. Ces caractéristiques sont surtout évidentes dans le portefeuille diversifié de l'Agence japonaise de coopération internationale, qui coopère avec le Brésil, l'Égypte, le Maroc, le Mexique, et la Tunisie pour aider d'autres pays en développement à relever les défis existant en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire, avec la Malaisie pour mettre à niveau la connectabilité et la sécurité maritime dans les pays de l'ASEAN, et avec le Cambodge pour les activités de déminage.

39. L'Agence des États-Unis pour le développement international, qui représente le plus grand programme d'aide au développement du monde, s'est spécialisée dans l'exploitation des partenariats entre le secteur public et le secteur privé pour optimiser l'échelle et les effets de ses actions; elle a mobilisé plus de 3 500 partenaires du secteur privé et levé plus de 20 milliards de dollars. Par exemple, la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition compte sortir 50 millions de personnes de la pauvreté en dix ans en apportant un appui financier et technique d'environ 8 milliards de dollars aux réformes de la gouvernance africaine; à ce jour, elle a aidé à créer près de 37 000 emplois et touché plus de 3 millions de petits agriculteurs. Le programme « Power Africa » s'associe quant à lui à des gouvernements, au secteur privé et à d'autres parties prenantes pour accroître la production d'électricité. En Asie, l'Agence s'appuie sur les connaissances de spécialistes indiens et indonésiens pour répondre à un ensemble de problèmes de développement.

40. L'Initiative Aide pour le commerce, élément capital de la coopération triangulaire, figure en bonne place dans le document final du Sommet UE-Afrique de 2014. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord soutient le réseau de politique économique et commerciale d'Asie du Sud-Est (South East Asia Economic and Trade Policy Network), réseau régional touchant à la propriété intellectuelle qui est basé à Singapour et qui s'occupe de promouvoir les réformes économiques, encourage la croissance et renforce le commerce et les investissements transnationaux. La sécurité est un autre point important abordé dans le document final du Sommet UE-Afrique de 2014 et lors du dialogue politique tenu en novembre 2014 entre l'Union européenne et la CEDEAO. Un autre élément essentiel de la coopération triangulaire est la coopération dans le domaine de l'environnement : un exemple en est l'appui fourni par l'Allemagne à l'initiative de la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement visant à mettre en place des mécanismes de compensation pour la déforestation et de la dégradation des forêts. En 2015, l'Indonésie a signé avec la Norvège un accord tendant à poursuivre et élargir leur appui conjoint aux domaines prioritaires que sont l'application de la loi, l'autonomisation des femmes et l'éducation inclusive en Afghanistan.

41. Il ressort du débat que la coopération triangulaire pourrait être très utile à la mise en œuvre du Programme 2030, de portée universelle, en mobilisant les efforts du Nord et du Sud autour d'objectifs de développement communs.

V. Système des Nations Unies

42. Au cours de la période considérée, les organismes des Nations Unies ont entrepris des activités de coopération nombreuses et variées pour répondre à la demande croissante de coopération Sud-Sud. On trouvera dans les paragraphes suivants des exemples représentatifs et non exhaustifs des activités appuyées par les entités des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre des plans stratégiques lancés en 2014 en application de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (voir A/71/63).

43. De nombreuses entités des Nations Unies ont réorienté leurs stratégies, politiques et activités de coopération Sud-Sud conformément à cette résolution : 23 des 25 organisations interrogées en 2015 intégraient la coopération Sud-Sud dans leurs stratégies, et 20 en rendaient compte dans leurs rapports annuels (ibid.). Treize organismes ont affecté la totalité ou une partie de leur personnel à la coopération Sud-Sud. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et l'Organisation internationale du Travail ont entrepris des évaluations et des examens de leurs politiques et stratégies de programmation en matière de coopération Sud-Sud (voir A/69/153).

44. Le plan stratégique du PNUD pour la période 2014-2017 s'appuie sur la fonction de coordination du Programme à l'échelle du système et sur la diversité des pays et des programmes concernés, ce qui facilite l'application de la coopération Sud-Sud au niveau des pays. Les activités d'appui opérationnel du PNUD englobent le renforcement des capacités de coopération Sud-Sud (en collaboration avec l'Égypte, l'Indonésie, l'Iraq, le Mexique et la Turquie), l'action régionale menée par l'entremise de l'ASEAN, de l'Association sud-asiatique de coopération régionale, de la CEDEAO et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, et des projets interrégionaux tels que l'initiative « 100 Think Tanks ». Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) est un autre chef de file. Il a pleinement intégré la coopération Sud-Sud dans ses travaux, car il s'agit d'un mécanisme transversal essentiel au renforcement des capacités nationales. De même, le Plan stratégique 2014-2017 du Programme alimentaire mondial s'appuie sur la coopération Sud-Sud et triangulaire pour appliquer les programmes et donner aux pays et aux collectivités les moyens de garantir l'autosuffisance et la sécurité alimentaires et de mettre en place des filets de sécurité. Quant au Fonds des Nations Unies pour la population, il a mis au point un nouveau projet de coopération Sud-Sud en 2015 et prépare actuellement un nouveau plan d'organisation. Le Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale, géré conjointement par la Commission économique pour l'Europe (CEE) et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), sert de plateforme pour le dialogue régional sur les politiques, l'échange de meilleures pratiques et le renforcement des capacités en faveur de la coopération économique et environnementale entre l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Le cadre stratégique 2014-2017 des Volontaires des Nations Unies prévoit le recrutement de milliers de volontaires professionnels dont la très large majorité est originaire du monde du Sud, et facilite le partage de compétences et d'expériences entre pays du Sud. La

coopération Sud-Sud est également un principe clef de la stratégie de partenariats des Volontaires des Nations Unies pour la période 2014-2017.

45. Chaque entité des Nations Unies est un centre d'échange d'informations pour la coopération Sud-Sud et triangulaire. Les mécanismes les plus actifs dans ce domaine sont : le réseau en ligne South-South Knowledge Exchange de la Banque mondiale; la base de données du Plan d'action de l'OMPI pour le développement, qui donne des informations sur les initiatives de coopération, met en correspondance les informations et offre des liens qui permettent d'accéder gratuitement ou à bas prix à plus de 20 000 revues, livres et ouvrages de référence; la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC, qui s'emploie à quantifier la coopération Sud-Sud²⁶; le nouveau portail d'apprentissage de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui contient environ 1 200 liens destinés à aider les enseignants et les administrateurs à améliorer la formation sur le Programme 2030. Le réseau Solution Exchange pour l'Asie et la structure de gestion du savoir mondial (Global Knowledge Facility) du PNUD facilitent le partage d'informations et d'enseignements tirés de l'expérience. L'Initiative pour la gestion des risques dans les Caraïbes stimule les échanges de connaissances sur les phénomènes climatiques entre les îles des Caraïbes et la région Asie-Pacifique. Quant à la FAO, c'est un centre d'échange de connaissances sur la coopération Sud-Sud et triangulaire grâce à un service spécialisé présent au siège et doté de représentations régionales. Son large portefeuille de projets et d'activités en cours inclut des réunions, des visites d'étude, des conférences, des publications, des bases de données et des plateformes en ligne. La FAO fixe également les normes du développement agricole; un exemple actuel en est la collaboration avec le Maroc pour définir l'adaptation agricole et la résilience face aux phénomènes climatiques.

46. Les expositions annuelles organisées par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud en collaboration avec diverses organisations pour diffuser des informations thématiques et institutionnelles ont servi de cadre à un dialogue multiforme sur les stratégies et les programmes de coopération Sud-Sud. En 2014, l'Organisation des États américains a organisé à Washington l'Exposition annuelle mondiale sur le développement Sud-Sud; la même année, le Qatar a accueilli une exposition régionale sur le même thème. En 2015, Jakarta a organisé une exposition à l'occasion du sixième anniversaire de la Conférence Asie-Afrique tenue à Bandung, et un forum stratégique multipartite de haut niveau sur la coopération Sud-Sud a eu lieu à Macao (Chine).

47. Quelques-uns des organismes qui ont répondu à un questionnaire envoyé par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud ont indiqué les ressources qu'ils allouaient à la coopération, mais il est impossible de quantifier l'appui que celle-ci reçoit à l'échelle du système, car les modalités actuelles d'établissement des budgets et des rapports ne permettent pas de recueillir et d'analyser systématiquement ces informations. L'Organisation internationale du Travail a indiqué qu'elle consacrait 1,7 million de dollars par exercice biennal aux activités de coopération Sud-Sud et triangulaire. Le PNUE n'a pas de budget ad hoc, mais a créé plusieurs fonds d'affectation spéciale pour le Sud (pour la Chine et le Brésil, notamment) qui permettent de mettre en œuvre divers projets de coopération Sud-Sud relatifs au développement durable. La CEE dépend de ressources

²⁶ Résolution 688 (XXXV) sur la coopération Sud-Sud, adoptée à la trente-cinquième session, tenue à Lima du 5 au 9 mai 2014.

extrabudgétaires, entre autres. Le PNUD n'a pas encore communiqué de données financières officielles, mais en 2015, la coopération Sud-Sud et triangulaire avait été intégrée dans 16 % de ses programmes. Les contributions des pays en développement aux activités opérationnelles du système des Nations Unies sont un indice de cette coopération. Outre les ressources locales, ces contributions s'élevaient à environ 683 millions de dollars en 2013, dont environ 57 % sous la forme de ressources de base; de plus, les pays en développement ont fourni environ 1,3 milliard de dollars sous la forme d'autres ressources locales (voir A/70/62-E/2015/4).

48. La plupart des activités de recherche des organismes spécialisés s'inscrivent dans des réseaux de partenariat. L'Organisation mondiale de la Santé collabore avec un réseau de plus de 800 institutions partenaires pour contrôler et diffuser l'information. Le PNUE est doté de capacités analytiques de pointe, comme le prouve son étude de 2014 sur le commerce Sud-Sud de l'énergie renouvelable²⁷. Il mobilise les connaissances pour renforcer la résilience des communautés, des écosystèmes et des économies vulnérables grâce au Réseau mondial d'adaptation et à quatre réseaux régionaux (Asie-Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Asie occidentale et Afrique). Les partenariats de longue date que la FAO a établis avec plus de 50 pays et les directives offertes par son cadre stratégique et son plan à moyen terme ont permis de définir clairement l'orientation de la coopération Sud-Sud au cours des dernières années.

49. Le Programme alimentaire mondial élabore actuellement une stratégie institutionnelle de partenariat tenant compte de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Pour éviter aux pays du groupe BRICS de rester bloqués dans la tranche des pays à revenu intermédiaire, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture les a aidés à élaborer des stratégies de collaboration visant à améliorer l'accès de leurs citoyens à une éducation de qualité. Le Centre du commerce international collabore avec des marchés émergents tels que le Brésil, la Chine, l'Inde et la Turquie pour promouvoir les échanges commerciaux, les investissements et les transferts de technologie à valeur ajoutée entre ces pays et avec d'autres pays en développement. Il cherche à aider les entreprises de pays à faible revenu à intégrer de mieux en mieux les chaînes de valeurs dominées par les entreprises des marchés émergents.

50. Les commissions régionales sont de plus en plus impliquées dans la coopération Sud-Sud à l'appui de l'adaptation environnementale et de l'amélioration de la résilience face aux phénomènes climatiques graves. En 2015, la CESAP a accueilli une session conjointe du Groupe d'experts des cyclones tropicaux et du Comité des typhons qui a permis de renforcer la coopération dans l'échange des données fournies par les satellites météorologiques et la modélisation de pointe. En parallèle, elle a consolidé les plateformes de coopération régionale pour permettre aux pays d'accéder à des technologies innovantes, en particulier à des techniques spatiales appliquées à la réduction efficace des risques de catastrophe et au développement durable.

51. En 2015, l'Administratrice du PNUD, en sa qualité de Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement, a créé l'Équipe spéciale de la coopération Sud-Sud et triangulaire afin de renforcer le mécanisme interinstitutionnel officiel de

²⁷ Programme des Nations Unies pour l'environnement, « South-South trade in renewable energy: a trade flow analysis of selected environmental goods » (2014).

coopération et de coordination du système des Nations Unies²⁸. Les organismes ont été priés de désigner des points focaux chargés de les représenter dans l'Équipe spéciale²⁹.

52. La coopération Sud-Sud comptait parmi les leviers de mise en œuvre du Programme 2030, en particulier pour ce qui est du renforcement des capacités et de l'application de la science, de la technologie et de l'innovation en faveur du développement. Le Mécanisme de facilitation des technologies a été créé en 2015 pour faciliter le renforcement durable des capacités et l'assistance technique au bénéfice de la mise au point et du transfert de technologie dans les pays en développement.

VI. Société civile et secteur privé

53. La coopération Sud-Sud sur les questions sociales et environnementales fait de plus en plus souvent participer des organisations de la société civile, et le secteur privé est à la source des flux croissants d'échanges et d'investissements Sud-Sud qui sont indispensables à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois et à la réalisation d'autres objectifs de développement. Le Comité du Bangladesh pour le progrès rural (BRAC, anciennement connu sous le nom de Bangladesh Rehabilitation Assistance Committee), par exemple, est une organisation de la société civile qui participe à la coopération Sud-Sud en vue de promouvoir un changement social global. Actif dans une douzaine de pays en développement, il promeut l'usage du microcrédit, l'éducation, les services de santé, l'adaptabilité environnementale et l'éducation en matière de droits de l'homme⁶. Au Brésil, plusieurs organisations de la société civile et institutions nationales se servent de l'expérience du pays en matière de promotion du changement social pour en faire bénéficier d'autres pays en développement⁶. Suite au premier Sommet de la diaspora africaine tenu en Afrique du Sud en mai 2012, des initiatives se mettent en place pour créer des associations de bénévoles, une base de données sur les compétences, un institut de transferts de fonds, un fonds d'investissement et un marché du développement.

54. Les défis liés à la prévention des changements climatiques ont donné naissance à de nouvelles alliances et initiatives de la société civile, notamment à la création, par des particuliers fortunés, d'organisations philanthropiques qui vont au-delà des subventions traditionnelles. On peut citer l'exemple de la « Breakthrough Energy Coalition », annoncée en 2015 à la vingt et unième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto. Soutenue par un groupe de plus de 20 philanthropes, Bill Gates en tête, la coalition coopérera avec les gouvernements dans le cadre de l'initiative Mission Innovation pour stimuler les investissements dans la recherche sur l'énergie propre. À cette même Conférence, la France et l'Inde ont également annoncé la création de l'Alliance internationale pour l'énergie solaire, qui rassemblera les ressources des secteurs public et privé et des organisations de la société civile de 120 pays pour élargir l'usage de l'énergie solaire.

²⁸ En application de la décision 18/1 prise en 2014 par le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud et de la résolution 69/239 de l'Assemblée générale.

²⁹ Pour plus d'informations sur l'Équipe spéciale de la coopération Sud-Sud et triangulaire du Groupe des Nations Unies pour le développement, voir les rapports SSC/18/IM/1 et SSC/19/2.

55. En 2014, les flux d'investissement du secteur privé vers les pays en développement se sont chiffrés à plus de 700 milliards de dollars, un montant supérieur de 4 % à celui de 2013. Les investissements directs étrangers vers le Sud représentent maintenant 56 % des flux mondiaux. Ils constituent la plus grande part des flux financiers vers le Sud, étant deux fois supérieurs aux transferts de fonds effectués par les migrants, mais restent fortement concentrés dans une poignée de pays. En 2013, plus de 45 % de ces flux sont allés aux cinq pays du groupe BRICS. En 2014, la Chine est devenue le principal destinataire d'investissements directs étrangers du monde. Au cours des dix dernières années, les flux vers l'Afrique ont augmenté, passant de 18 milliards de dollars (brut) en 2003 à 57 milliards de dollars en 2013³⁰, mais ils continuent de concerner quelques pays seulement.

56. Les entreprises sont les principales responsables des échanges et des flux d'investissement régionaux et interrégionaux qui ont alimenté la croissance économique des pays en développement. Elles ont également motivé les transferts de technologie vers et entre les pays en développement. On peut mentionner par exemple les entreprises chinoises Huawei et Xiaomi, qui investissent dans la recherche et le développement et dans des infrastructures de production en Inde; le conglomérat indien Tata, qui est présent dans 20 pays d'Afrique et compte augmenter son volume d'activité de 30 % par an dans divers secteurs; au Nigéria, Dangote Cement, plus gros producteur de ciment en Afrique qui a ouvert de nouveaux sites de production au Cameroun, en Éthiopie, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie en 2015. On compte aussi Absa Bank, basé à Johannesburg, qui rachète progressivement le marché africain de sa société mère, Barclays, et est présent dans 12 pays, dont le Ghana, le Kenya et l'Ouganda, ainsi que ses concurrents en Afrique du Sud, First Rand et Nedbank, qui ont respectivement des intérêts à l'Universal Merchant Bank au Ghana et à l'Ecobank (celle-ci étant dotée de succursales dans 35 pays africains). En Amérique latine, le brésilien Embraer, troisième groupe aéronautique du monde, est un important fournisseur d'avions commerciaux moyen-courriers sur les cinq continents.

VII. Défis et perspectives

57. Les pays en développement se sont attaqués à bon nombre des obstacles institutionnels à la coopération Sud-Sud recensés dans le Plan d'action de Buenos Aires, mais le problème essentiel de la cohérence et de l'orientation stratégiques soulevé par le Corps commun d'inspection dans son rapport de 2011 sur le sujet demeure, tout comme d'importants défis relatifs à la politique et à la sécurité, dont le terrorisme, le trafic illicite de drogues et d'armes, les insurrections armées et les guerres civiles. En 2015, 60 millions de personnes dans le monde du Sud (un chiffre sans précédent) avaient fui³¹ à cause des conflits armés. Le système de blanchiment d'argent reposant sur les paradis fiscaux et les sociétés écrans, responsable des transferts financiers illicites sortant des pays en développement, constitue aussi un obstacle économique de taille⁸.

³⁰ *World Investment Report 2014: Investing in the SDGs – An Action Plan* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.14.II.D.1).

³¹ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, « Tendances mondiales », 2015 (à paraître).

58. L'insuffisance du financement reste un obstacle majeur, surtout parce qu'il empêche la construction d'infrastructures élémentaires de transport et de communication, entre autres besoins urgents. Sur une note positive, la Chine a annoncé en 2015 qu'elle allouerait 3,1 milliards de dollars à la création du Fonds chinois de coopération Sud-Sud pour le climat afin d'aider les pays en développement à faire face aux conséquences des changements climatiques, et qu'elle débloquerait 2 milliards de dollars de plus pour les aider à appliquer le Programme 2030. Elle s'est aussi engagée à porter ses investissements dans les pays les moins avancés à 12 milliards de dollars d'ici à 2030. La Nouvelle Banque de développement et la Banque asiatique d'investissement pour l'infrastructure, dotées chacune d'un capital autorisé de 100 milliards de dollars, offrent aussi de nouvelles possibilités de coopération Sud-Sud, mais il est peu probable qu'elles puissent répondre à la totalité des besoins.

59. Des entités du monde du Sud, telles que le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, l'Organisation de la Coopération islamique et la Banque islamique de développement se sont engagées à soutenir les activités du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

60. Le manque d'informations à l'appui de la coopération Sud-Sud reste un problème majeur, la majorité des données étant concentrées sur quelques sites Web, à savoir ceux du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, des commissions régionales et des banques de développement africaine, asiatique et interaméricaine. Toutefois, la plupart des organes, fonds et programmes des Nations Unies commencent à communiquer des informations sur leur participation à la coopération Sud-Sud. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et plusieurs pays développés sont devenus des sources d'informations analytiques et de renseignements sur les projets de coopération Sud-Sud et triangulaire.

61. Les informations sur la participation des organisations de la société civile et du secteur privé aux relations Sud-Sud se sont étoffées au cours des dernières années mais restent généralement insuffisantes. Les médias mettent principalement l'accent sur les tendances des entreprises et des marchés émergents, et non sur le développement. Les spécialistes des pays en développement ne disposent pas de systèmes adéquats pour utiliser efficacement les informations disponibles sur les marchés. La création du Réseau de groupes de réflexion du Sud, en 2014, a marqué une étape importante. En 2015, des organisations sud-africaines ont établi la première branche nationale du Réseau; si cet exemple était reproduit massivement dans d'autres pays en développement, il pourrait englober les réseaux d'experts existants et poser les fondations d'un réseau interactif mondial à l'appui de la coopération Sud-Sud.

62. Les principaux obstacles auxquels se heurte le système des Nations Unies dans l'application efficace de la coopération Sud-Sud sont l'insuffisance des ressources humaines et financières dont il dispose et sa capacité limitée à tirer profit de la présence mondiale de son système de développement en répertoriant, en diffusant et en appliquant concrètement des solutions de développement éprouvées. Une solution consisterait à chercher à utiliser les technologies de l'information et des communications pour intégrer et organiser les mégadonnées de façon à mettre au point des stratégies et des orientations dans une matrice interactive, tout en conservant une application décentralisée et adaptable aux besoins locaux.

VIII. Recommandations

63. Des avancées considérables ont été accomplies vers la réalisation des objectifs de renforcement des institutions et des capacités définis dans le Plan d'action de Buenos Aires, les nouvelles orientations stratégiques et le document final de Nairobi. Étant donné qu'il est réaffirmé dans le présent rapport que les alliances Sud-Sud et triangulaires constituent actuellement un complément important du Partenariat mondial pour le développement durable, les organismes des Nations Unies devraient, dans le cadre de leurs compétences et mandats respectifs, intensifier l'appui aux aspects de la coopération Sud-Sud qui ont les meilleures chances de contribuer à la réalisation des différents objectifs de développement durable. Pour tirer parti de la coopération Sud-Sud à cette fin, il faudrait, entre autres :

a) Une action stratégique de la part des partenaires de la coopération Sud-Sud et triangulaire pour relever les défis transnationaux posés par les changements climatiques et les insuffisances dans les domaines de l'énergie, de la santé et de l'alimentation; ils tireraient le meilleur parti possible des nouvelles technologies de l'information et des communications pour combler les lacunes en matière de connaissances et faire connaître au plus grand nombre les solutions politiques et technologiques qui seraient diffusées largement dans le Sud grâce au Mécanisme de facilitation des technologies;

b) Une application concrète des cadres de coopération Sud-Sud sous-régionaux, régionaux et interrégionaux, qui sont de plus en plus nombreux, en particulier de ceux qui mettent l'accent sur des initiatives stratégiques telles que la fourniture d'infrastructures de transport, de communication et d'énergie, ainsi que sur des mesures coordonnées visant à stimuler la productivité agricole et le commerce, les investissements et les transferts de technologie Sud-Sud, et à mettre la science, la technologie et l'innovation au service du développement, notamment en accélérant l'industrialisation en Afrique;

c) La création ou le renforcement des institutions pour améliorer l'accès du monde du Sud aux biens et services essentiels grâce à des coalitions Sud-Sud et triangulaires solides, comme cela a été fait avec le lancement récent de la Nouvelle Banque de développement, de la Banque asiatique d'investissement pour l'infrastructure et d'entités semblables qui devraient compléter les arrangements institutionnels actuels pour aider à réaliser plusieurs cibles des objectifs de développement durable;

d) Un recensement des difficultés propres au monde en développement, et la prise de mesures collectives pour y répondre par des alliances Sud-Sud, comme les efforts déployés par les pays du groupe BRICS pour lutter de concert contre les maladies négligées ou transmissibles et pour améliorer l'accès à une éducation de qualité;

e) Une amélioration de l'éducation par les pairs dans le cadre Sud-Sud en répertoriant et en partageant les solutions de développement du Sud, telles que les mesures qui ont fait leurs preuves pour réduire la pauvreté et les inégalités socioéconomiques;

f) Une évaluation périodique des effets de la coopération Sud-Sud sur le développement et la détermination de son orientation future, qui devraient être

rendues publiques lors de moments clés tels que le quarantième anniversaire de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires en 2018.
